

## «Nous ne sommes pas un quota»



«Pour la bonne cause, je me découvre des talents de photographes. Vous êtes, sans nul doute, beaucoup plus qu'un quota», a tweeté le ministre wallon du Budget Jean-Luc Crucke (MR) en légende d'une photo regroupant une petite vingtaine d'élus régionaux de tous les partis, y compris du MR. Prise vendredi matin dans les travées du parlement wallon et retweetée à maintes reprises sous le slogan «nous ne sommes pas un quota», cette photo de groupe constitue un message clair à l'adresse du président du MR, Georges-Louis Bouchez, après la tentative avortée de remplacer la ministre Valérie De Bue par Denis Ducarme. © DOC

## Risque d'asphyxie pour l'opposition francophone

16 députés francophones seulement hors de la coalition au pouvoir: comme le politologue Pascal Delwit le résume avec euphémisme, l'opposition sera «un petit peu faiblarde».

PAULINE DEGLUME  
ET FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Avec 16 députés francophones face à un bloc de 7 partis au sein de la coalition Vivaldi composée notamment du MR, du PS et d'Ecolo, certains se demandent déjà si l'opposition francophone aura son mot à dire, ou dit autrement, si elle aura suffisamment de poids pour donner de la voix!

Il faudra évidemment juger sur pièce, mais pour le politologue Pascal Delwit (ULB), cette opposition francophone risque d'être pour le moins «un petit peu faiblarde».

Le mot est lâché et il ne fera forcément pas plaisir aux trois partis. «Mais vous n'avez que deux partis qui sont véritablement francophones avec très peu de sièges. Il s'agit du cdH (5 sièges) et DéFI (2 sièges). On peut évidemment accrocher le PTB, mais celui-ci est un parti fédéral. Ce dernier dispose néanmoins de 9 sièges dans le rôle francophone. C'est donc une opposition un peu faible. Dans une certaine mesure, cela tient au nombre de sièges, mais il faut pointer d'autres facteurs». Dans le cas de DéFI, par exemple, Pascal Delwit estime que le parti sera peut-être confiné dans une configuration géographique avec les questions communautaires qui touchent Bruxelles. Quant au cdH, «ce parti a atteint un score plancher lors des élections de 2019. De plus, le cdH n'est pas un parti d'opposition. La famille catholique a été au pouvoir pendant de longues années. Le cdH n'a donc pas les codes de l'opposition. Ce n'est donc ni du cdH, ni de DéFI que viendra une opposition forte côté francophone.»

### «Très difficile de se faire entendre»

Cela nous laisse donc le PTB. «Oui, sous l'angle francophone, l'opposition viendra surtout de leur côté. Mais sur un plan plus global, l'opposition viendra surtout de Flandre, de la N-VA et du Vlaams Belang. Au niveau fédéral, on ne peut donc pas dire que l'opposition sera faible.»

Quant à la voie que suivra tel ou tel parti, entre le cdH ou le PTB, les logiques seront différentes. Si, comme le souligne Pascal Delwit, le PTB se trouvera dans une dynamique assertive où il critiquera chaque fait du gouvernement

comme devraient le faire la N-VA et le Vlaams Belang, le cdH devrait se limiter à des points fondamentaux. «Mais cela sera très difficile pour le cdH de se faire entendre d'autant que les trois partis francophones au pouvoir vont également tenter de se faire entendre. Il faut rappeler qu'indépendamment de la formation du gouvernement, le cdH est confiné dans une spirale existentielle.»

### «Une opposition de solidarité»

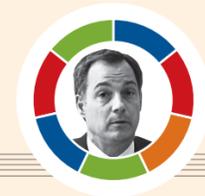
Le PTB l'assure, son opposition sera d'un style très différent de celle de la N-VA et du Vlaams Belang. «Eux, c'est l'opposition acide, négative, avec la volonté de diviser le pays. Unique parti national, nous sommes une opposition de solidarité, en symbiose avec les organisations syndicales et l'associatif», indique Raoul Hedebouw.

«Indépendamment de la formation du gouvernement, le cdH est confiné dans une spirale existentielle.»

PASCAL DELWIT  
POLITOLOGUE (ULB)

Le leader du parti d'extrême gauche estime ainsi que la revalorisation de la dotation pour les soins de santé est une première mesure positive annoncée par la Vivaldi. «Mais nous veillerons à ce que l'argent ne serve pas les big pharma mais bien les soins de santé et les acteurs de terrain. L'accord de gouvernement prévoit aussi une régionalisation des soins de santé, ce qui est une aberration après la crise...»

La «défédéralisation à peine voilée des soins de santé» a également été soulevée par François De Smet. Ce vendredi à la Chambre, le chef de groupe de DéFI a abordé des thématiques institutionnelles et bruxelloises comme la fusion des zones de police ou le survol de Bruxelles, mais pas seulement. Le président des amaranthes a aussi relevé les nombreuses zones de flou en matière de fiscalité.



## ALAIN NARINX CHRONIQUE

## Une famille en or

Alexander De Croo, fils de Herman, est donc le nouveau Premier ministre. Un de ses très récents prédécesseurs est Charles Michel, fils de Louis. Dans son nouveau gouvernement figure Mathieu Michel, frère de Charles et fils de Louis. L'exécutif wallon accueille pour sa part Christophe Collignon, fils de Robert. Mais pas Denis Ducarme, fils de Daniel, qui a été rattrapé par la patrouille. La politique belge compte quelques exemples notables de «fils de» ou «fille de» à des postes clés. Les ministres Bernard Clerfayt (fils de Georges), Caroline Désir (petite fille de Georges) ou Frédéric Daerden (fils de Michel) ont également des patronymes célèbres. Quelques députés sont dans la même situation. Et les exemples passés sont légion (les Spaak, Eyskens, Moureaux, Simonet, Lutgen, Tobback, Onkelinx, Cerexhe, Mathot...).

Est-ce un scandale? Certains n'hésitent pas à parler de système clanique, dynastique, de caste, de favoritisme, de parachutage voire de féodalisme... La réalité est plus nuancée que cela.

Tout d'abord, le nombre d'hommes ou de femmes politiques qui sont «fils de» ou «fille de» n'est pas si élevé que ça. 2 sur 20 dans le nouveau gouvernement fédéral par exemple. Ensuite, personne n'a été obligé

de voter pour ces personnalités. Elles sont donc élues légitimement. Un nom de famille célèbre aide incontestablement à se faire connaître et à faire le plein de voix. C'est particulièrement utile en début de carrière. Le bonus à la notoriété est énorme, ce qui est encore renforcé par le système des voix de préférence lors d'un scrutin. Rien de tel pour obtenir une place en ordre utile. Un «fils de» ou une «fille de» peut aussi bénéficier des relations et des réseaux de ses parents. Ce sont des atouts considérables. En revanche, cela peut être une arme à double tranchant. Être plus exposé, c'est aussi être plus facilement critiqué. L'héritage peut être lourd à porter. Il faut se faire un prénom. Faisons un peu de politique fiction. Si Herman De Croo ou Louis Michel avaient fait une carrière politique moribonde, pas sûr que leurs rejetons auraient pu aboutir au «16».

### L'ascenseur social fonctionne, mais mal

Le phénomène, qui n'est d'ailleurs pas spécifique à la Belgique, s'explique aisément par l'éducation et le milieu dans lequel on baigne. Un jeune peut facilement être attiré par un job dans lequel un membre de son entourage est une référence. Un Charles Michel est tombé dans la marmite politique tout petit. La proportion

d'élus qui ont un membre de leur famille (au sens large) doté d'un mandat public est élevée. Dans le gouvernement De Croo, on relèvera que le père du ministre Vincent Van Peteghem était bourgmestre, tout comme le grand-père de la secrétaire d'État Sarah Schlitz.

Le même scénario peut s'appliquer à de nombreuses professions. On voit régulièrement des fils de médecins, d'avocats ou d'électriciens, par exemple, poursuivre dans la même voie que leurs parents.

Au final, tout cela ne dit strictement rien de la qualité et de la compétence des principaux intéressés, ce qui reste a priori le critère le plus important.

En revanche, ce débat masque en fait deux réalités sous-jacentes qui nous semblent bien plus problématiques. Un: l'ascenseur social fonctionne, mais mal. Parmi les élus, les ouvriers sont rares et les professions juridiques sont surreprésentées. Des parcours à la Elio Di Rupo ou Meryame Kitir sont plutôt des exceptions.

Deux: la participation reste omniprésente en Belgique avec un pouvoir démesuré pour les présidents de parti et un petit cercle de proches qui font et défont les programmes de gouvernement, les ministres et les listes électorales...

«Fils de»? «Fille de»? Cela ne dit rien, ni de la qualité ni de la compétence des principaux intéressés.

### PREMIUM ACADEMY

Placer votre annonce ici? Contactez Trustmedia 02/422.05.17 - education@trustmedia.be

30 ANS D'EXCELLENCE

## EXECUTIVE MASTER EN GESTION FISCALE

DE LA GESTION A LA MAÎTRISE :

- > Fiscalité européenne
- > Fiscalité internationale
- > Fiscalité nationale et régionale
- > Fiscalité sectorielle

POUR PLUS D'INFORMATIONS :

Téléchargez la brochure complète du programme sur

[exed.solvay.edu/emgf](http://exed.solvay.edu/emgf)

OU [emgf@solvay.edu](mailto:emgf@solvay.edu)

OU 02/650.41.76

NOUVEAU :  
CERTIFICAT EN  
FISCALITÉ  
INTERNATIONALE

Solvay Brussels School  
Executive Education

ULB

DREAM. LEARN. LEAD.